**835 Antisémitisme, islamisme : la France dénonce les subventions de l’UE à des entités « hostiles » aux « valeurs européennes »**

EXCLUSIF - Après les révélations du Figaro sur l’existence de dizaines de millions d’euros de subventions attribuées à des organismes proches de l’islam radical, le ministre délégué chargé de l’Europe Benjamin Haddad tape du poing sur la table, et appelle à renforcer la lutte contre les discours de haine. Par Steve Tenré. 19-05-2025

**Paris fera-t-il plier Bruxelles ?** Selon les informations exclusives du Figaro, la France va dénoncer très prochainement auprès de la Commission européenne les multiples financements que l’UE a attribués à des organismes promouvant l’islam radical, l’antisémitisme ou le séparatisme.

Dans une note consultée par Le Figaro, qui sera portée par le ministre délégué chargé de l’Europe, Benjamin Haddad, Paris appelle « *l’Union européenne à redoubler ses efforts* » dans la lutte contre l’antisémitisme et contre les discours de haine, et à « *défendre les valeurs européennes (...) en évitant tout financement à des entités et personnes hostiles aux valeurs européennes* ». Ces « *défaillances (...) sont de nature à nuire gravement à l’adhésion de nos concitoyens au projet européen* », peut-on aussi lire.

***« Scandales réguliers »***

D’après une source proche du dossier, cela fait suite à des « *scandales réguliers* » qui ont été révélés par Le Figaro il y a quelques semaines, et qui « *démontrent un défaut de vigilance de la Commission et une capacité des organisations islamistes à se jouer de sa naïveté* ».

Rappelons en quelques lignes le fonctionnement des subventions européennes. En théorie, toutes organisations cherchant à en profiter doivent porter des actions « *respectant les valeurs de l’UE* », à savoir la liberté, la démocratie, l’égalité, l’état de droit ou les droits de l’homme. Une fois les subventions approuvées en commissions - et il en existe pléthore -, elles sont référencées dans le système de transparence financière (STF), un site internet public dont le contenu est actualisé tous les 30 juin, et accordées dans le cadre de « *programmes* » et par des agences européennes spécifiques.

À titre d’exemple, l’UE a engagé en septembre 2024 une contribution de près de 2,5 millions d’euros pour le projet « *LIFE Vinoshield* », qui cherche à protéger les vignes européennes contre les effets du dérèglement climatique. Un autre projet plus controversé, celui du « *Coran européen* », qui souhaite prouver que « *le Coran a joué un rôle important dans la formation de la diversité et de l’identité religieuses européennes médiévales et modernes* » a, lui, reçu 9,8 millions d’euros de subventions du Conseil européen de la recherche depuis son lancement en 2019. Des dizaines de milliers de projets aux ambitions aussi diverses que variées sont référencées ainsi sur le STF.

**Une université qui appelait à l’« *intifada mondiale* »**

Avec cette note, le gouvernement entend surtout dénoncer les organisations proches de l’islam radical ayant profité de l’argent européen. L’association FEMYSO, pour « *Forum des organisations européennes musulmanes de jeunes et d’étudiants* », qui représente une trentaine d’associations de jeunesse dans 22 pays européens, est notamment en ligne de mire. Elle a reçu plus de 210.000 euros de l’UE. Pourtant, l’association a toujours été réputée comme étant proche des Frères musulmans.

Après avoir critiqué plusieurs lois françaises, notamment celle interdisant le port de signes religieux ostentatoires à l’école, FEMYSO, par la voix de sa présidente Hande Taner, avait critiqué la France dans une vidéo en novembre 2021, dans laquelle elle clamait que « *la plus grosse exportation de la France est le racisme* ». Des propos tenus après le retrait d’une campagne de communication que l’association avait réalisé pour le Conseil de l’Europe, qui mettait en avant des affiches pro-voile, sur lesquelles on pouvait lire: « *La beauté se trouve dans la diversité comme la liberté dans le hidjab* » ou « *Apportez de la joie, acceptez le hidjab* ».

L’ONG internationale *Islamic Relief Worldwide* a, elle, reçu pas moins de 18.834.433 euros de l’Europe entre 2014 et 2020. Cette association qui se présente comme caritative a pourtant été classée comme « *terroriste* » par Israël, la soupçonnant de financer le Hamas. L’un de ses responsables avait aussi qualifié en 2020 les juifs de « *petits enfants de singes et de porcs* ». Son successeur avait lui caractérisé le Hamas comme étant le « *plus pur mouvement de résistance de l’histoire moderne* ».

Les subventions versées à l’université islamique de Gaziantep sont également dans le collimateur de Paris. Cet établissement, situé en Turquie et qui a intégré le programme Erasmus+ en 2022, a profité d’un programme de subventions de 250.000 euros. Ses recteurs successifs avaient pourtant légitimé les mariages incestueux entre oncles et nièces, affirmé que les athées « *adorent le diable* », que l’homosexualité est un « *trouble psychologique* » et appelé à une « *intifada mondiale* ».

Près de deux millions d’euros ont aussi été versés à l’université islamique de Gaza, « *établissement qui a accueilli des cadres du Hamas tels qu’Ismail Haniyeh et Mohammed Deif* », expliquait au Figaro la sénatrice UDI de l’Orne Nathalie Goulet (*L’argent du terrorisme*, éditions Le Cherche Midi, 2025).

« *Lignes directrices* »

Pour endiguer cette dilapidation d’argent public, la note portée par Benjamin Haddad soumet plusieurs propositions, comme la mise en place d’une « *procédure de filtrage* » et de « *lignes directrices* », pour que les agences européennes approuvant les subventions puissent être guidées face à des « *concepts parfois abstraits, comme l’“hostilité aux valeurs européennes*” », indique au Figaro notre source proche du dossier.

Elle appelle aussi à vérifier l’identité et les antécédents des personnes associées aux entités faisant la demande de financements. Actuellement, seuls les antécédents de l’entité elle-même sont scrutés - ce qui avait d’ailleurs été dénoncé en avril dernier par la Cour des comptes européenne dans un rapport au vitriol, portant sur l’opacité des subventions distribuées par l’UE. On pouvait y lire qu’« *aucune vérification n’est réalisée (par les gestionnaires) sur la dépendance financière ou les sources de financement (des entités subventionnées), alors que cela aurait permis d’obtenir des informations utiles sur les personnes qui se trouvent derrière (elles)* ».

**La lutte contre l’antisémitisme comme priorité**

Enfin, cette note prône une meilleure lutte contre l’antisémitisme, alors que les discours antijuifs ont explosé dans toute l’Europe depuis l’attaque terroriste du Hamas le 7 octobre 2023, et la guerre à Gaza qui a suivi.

Pour ce faire, Paris compte proposer d’étendre le champ des « *eurocrimes* » - ces méfaits considérés comme graves dans toute l’Union (terrorisme, mariage forcé...) - aux discours et crimes de haine.

La France appelle également la Commission à « *utiliser tous les outils à sa disposition pour réguler les très grandes plateformes en ligne, en particulier grâce au règlement européen sur les services numériques (DSA)* », et à enseigner la mémoire de la Shoah dans tous les établissements scolaires en Europe.

**La Commission européenne cernée de toutes parts**

Cette note dite « *libre* » sera présentée dans un premier temps ce lundi à la ministre fédérale autrichienne des Affaires européennes, Claudia Plakolm, lors d’une réunion à Paris à laquelle le ministre de l’Intérieur Bruno Retailleau et Benjamin Haddad doivent participer. Elle sera ensuite présentée formellement au Conseil des affaires générales (CAG), où les ministres des affaires européennes de l’ensemble des 27 ainsi qu’un représentant de la Commission européenne se réunissent une fois par mois.

Le sujet des subventions de l’UE se veut de plus en plus prégnant au sein des partis politiques. Toujours selon nos informations, à la suite des révélations du Figaro, la délégation du Rassemblement national au Parlement européen, menée par Jean-Paul Garraud, a adressé le 24 avril dernier une lettre à Ursula von der Leyen. Le courrier, cosigné par l’ensemble de la délégation dont Jordan Bardella, demandait à la présidente de la Commission européenne « *de mettre fin définitivement à la subvention de toute association, ONG, université et autre structure liée de près ou de loin à l’islamisme. Il est temps que l’Union européenne mette fin à sa naïveté* », pouvait-on lire. Pour l’heure, ce courrier est resté lettre morte.

À voir si la note du gouvernement connaît le même sort.